

Sous les tristes toits de Paris

Yankel FIJALKOW

Le logement insalubre est une des questions sociales centrales dans les grandes métropoles et notamment à Paris. L'enquête de Pascale Dietrich-Ragon fait apparaître les ambivalences d'un traitement centré sur l'urgence, qui cout le risque d'attiser les conflits entre populations mal logées.

Recensé : Pascale Dietrich, *Le Logement intolérable*, Presses Universitaires de France, collections le Lien social, 316 p., 25,50 euros.

La question du logement insalubre est récurrente dans l'histoire parisienne depuis plus de deux siècles. Divers auteurs ont abordé son inscription dans le champ politique et savant, des mesures juridiques, administratives et techniques jusqu'aux moyens de compter et de cartographier ce phénomène révélateur du fonctionnement des marchés du logement dans les grandes villes attractives que l'on dit aujourd'hui globales¹. En 1850, la première loi sur le logement insalubre fait de celui-ci un « problème public », engendrant un débat fécond sur la mesure des conditions de logement et leur traitement, par l'expropriation et la démolition de quartiers entiers, le relogement des populations. Mais qu'en est-il des habitants de ces logements ? Sont-ils seulement l'objet de stratégies institutionnelles et politiques ?

¹ Roger-Henri Guerrand, *Deux siècles d'habitat social*, Paris, La Découverte, 1992 ; Claire Levy-Vroelant, « Le diagnostic d'insalubrité et ses conséquences sur la ville : Paris 1894-1960 », *Population*, vol. 54, n°4-5 (1999), p. 7077-743 ; Yankel Fijalkow, *La construction des îlots insalubres, Paris 1850-1945*, l'Harmattan, 1998.

Insalubres

En 2011, lorsque Pascale Dietrich Ragon publie son ouvrage, *Le Logement intolérable*, aux Presses Universitaires de France, les aspects qualitatifs du taudis parisien ne semblent guère avoir évolué. Malgré l'indéniable modernisation du parc immobilier au cours du XXe siècle, Pascale Dietrich Ragon aurait pu, en se focalisant sur les exemples les plus dramatiques, prendre la langue des hygiénistes qui, au XIXe siècle, dénonçaient les conditions de vie des populations laborieuses et dangereuses². Mais en restant fidèle à son rôle de sociologue professionnelle avertie du caractère relatif de la notion d'insalubrité dans l'espace et dans le temps, sa position s'est avérée sensiblement différente. Certes, Paris, son terrain d'enquête, compte encore 1000 immeubles insalubres et développe en 2002 un énième plan ambitieux d'éradication du phénomène. Mais en même temps la capitale compte désormais 17% de logements sociaux et une infrastructure institutionnelle puissante comme les sociétés d'HLM et les sociétés immobilières d'économie mixte (dont la Société immobilière d'économie mixte de Paris – SIEMP – au sein de laquelle l'auteure a mené son étude). Avec 100 000 demandeurs de logements sociaux qui sollicitent un refuge face à l'envol des prix immobiliers et des loyers du secteur privé (plus d'un quart de leurs revenus), la municipalité se trouve confrontée à une population stigmatisée, précaire et issue de l'immigration, rejetée par les bailleurs sociaux traditionnels et à la merci d'un sous-marché privé du logement « taudifié ».

Face à cette demande multiforme, le plan développé par la municipalité se structure avec le soutien de la SIEMP en trois niveaux : au sein des opérations d'aménagement dans lesquelles les habitants sont relogés en priorité, au sein des copropriétés privées dans lesquelles la Ville est présente et enfin dans les opérations programmées de réduction de l'habitat dégradé d'immeubles privés. Ces sections institutionnelles constituent le panel de l'enquête menée par Pascale Dietrich Ragon auprès de plus de 500 ménages : comment ces taudis s'inscrivent-ils dans leur trajectoire résidentielle ; comment, alors que les pouvoirs publics semblent se pencher sur leur sort, les ménages développent-ils des stratégies leur permettant d'obtenir ce bien rare et convoité qu'est le logement social ? Et, enfin, quels arguments de justice développent-ils pour justifier leur rang de prioritaire ?

² Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Librairie académique Perrin, 2002 [1958].

Devenir prioritaire

Cette dernière question n'est pas innocente. Pascale Dietrich Ragon souligne avec justesse combien le sentiment courant d'indignation, consubstantiel aux situations de la vie dans les taudis, a développé au nom des « valeurs humanitaires » un vocabulaire (la loi parle désormais de logements « indignes » et « indécents ») et des pratiques qui confinent l'aide publique aux « plus défavorisés » dans une logique aussi réparatrice que minimaliste et surtout incapable d'opérer des choix de priorité entre des urgences aussi criantes les unes que les autres. Face à ces discours de bonnes intentions rarement suivies d'effets concrets (dont témoignent d'ailleurs les rapports d'exécution de la loi DALO³), Pascale Dietrich Ragon propose fort pertinemment une étude des stratégies des habitants prenant acte des postures de l'action publique, telles qu'ils les perçoivent.

Ainsi, la définition du « logement intolérable » qu'elle décrit n'est ni le résultat de la confrontation de normes techniques, ni l'aboutissement de pondérations sociales mais le résultat de la tension qui se joue entre plusieurs acceptions de la notion de justice, venant des travailleurs sociaux, des techniciens, des habitants et de leurs propriétaires. Elle révèle que la définition du logement insalubre est issue d'un rapport social entre plusieurs acteurs privés et publics, habitants inclus.

En menant une enquête d'observation participante auprès de la SIEMP d'une part et une enquête par questionnaire auprès des habitants visés d'autre part, Pascale Dietrich Ragon met au jour la logique de l'urgence. Pour les institutions comme la municipalité, le pragmatisme face aux situations héritées de la politique précédente, se partage avec l'impératif d'image politique et l'humanitaire. Mais face à la gestion de la pénurie la municipalité est conduite à limiter les relogements dans les immeubles qu'elle a acquis et qui sont habités par les plus défavorisés, quitte à admettre les relogements exceptionnels, notamment pour des raisons caritatives. Du côté des habitants, comme des associations, les errements de telles politiques conduisent au développement de logiques du pire, les amenant à des comportements étiquetés comme « déviants » par les pouvoirs publics : dégradation de l'appartement, refus de payer son loyer pour se retrouver à la rue, rejet des précautions contre

³ Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable, *L'Etat ne peut pas rester hors la loi*, décembre 2010, <http://www.gazette-sante-social.fr/items/pdf/GSS-pdf/4e-rapport-comite-de-suivi-dalo.pdf>.

le saturnisme infantile, etc. Les habitants, qui développent donc une connaissance fine des dispositifs institutionnels, sont amenés à considérer sur un plan symbolique les éléments qui rendent visible l'urgence de leur cas. En résulte, comme le montre Pascale Dietrich-Ragon, un « pauvre jeu » qui peut conduire les mieux dotés en points de priorité à intégrer les structures associatives contestataires et les moins dotés à exprimer leur perte de confiance à l'égard des pouvoirs publics et des associations, la non reconnaissance de leur mérite et de leur statut, la légitimité de leur aspiration (scolaire) voire l'urgence sanitaire (cas de saturnisme des enfants notamment).

De ce jeu de rôles et de « lutte des places » résulte un bilan contrasté : 44% des personnes rencontrées par l'auteure sont toujours dans leurs appartements qui ont parfois fait l'objet de « travaux palliatifs », 19% ont déménagé par leur propres moyens et 37% ont été relogés et « reclassés » dans le secteur social.

La pérennité d'une notion... et d'une situation

Ce résultat est certes intéressant. Sans doute, le lecteur aura la curiosité d'en savoir plus encore sur ce que sont devenus ces différents ménages, dispersés aujourd'hui au nom de la « mixité sociale » dans des quartiers qui leur sont étrangers. Le livre de Pascale Dietrich Ragon incite donc à d'autres enquêtes sur les mêmes ménages dix à vingt ans plus tard, à l'instar des études américaines sur la « déségrégation ». De même il montre que la pérennité de la notion d'insalubrité au cours des deux derniers siècles s'explique moins par un retard des pratiques que par la constance d'une scène urbaine révélant l'attractivité de la ville pour les plus riches et les plus pauvres et l'attachement des acteurs publics à la rendre peu ou prou acceptable pour tous. Enfin, il montre comment l'émergence d'une « pensée humanitaire » dans le champ du logement conduit à réduire le rôle du parc social aux plus « démunis », au détriment d'une politique plus rigoureuse et plus soucieuse de perpétuer le modèle généraliste du logement social français, qui compte tenu de l'étendue de sa gamme destinée aux revenus moyens et faibles, permet à 60% des ménages français d'y prétendre⁴.

Publié dans laviedesidees.fr, le 1 juin 2012.

© laviedesidees.fr

⁴ Sur ce point : Yankel Fijalkow, *Sociologie du logement*, Repères, La Découverte, 2011 ; Noémie Houard, *Loger l'Europe, le logement social dans tous ses États*, La Documentation française, 2011.